Burundi : bataille médiatique autour de l’évacuation d’opposants par l’UE en 2014

France Tv Info,Â 10/06/2017 Depuis la publication, par des mÃ©dias burundais, de documents dÃ©taillant lâ€™Ã©vacuation e 2014 par lâ€™Union europÃ©enne de deux lycÃ©ens et dâ€™un dÃ©fenseur des droits de lâ€™Homme, le pouvoir en place sa de lâ€™affaire, et veut y voir la preuve dâ€™un complot. La couleur est annoncÃ©e dâ€™emblÃ©eÂ : Â«RÃ©vÃ©lations troul Documents Ã lâ€™appui: implications de lâ€™UE dans la tentative de "changement de rÃ©gime" au Burundi.Â» RelayÃ©e sur le site de lâ€™Agence Bujumbura News, lâ€™enquÃªte dâ€™un mystÃ©rieux collectif nommÃ© Burundi Facts formelle : lâ€™Ã©vacuation fin 2014 par lâ€™Union europÃ©enne dâ€™opposants au prÃ©sident Nkurunziza faisait partie dâ Vieux Continent pour faire tomber le chef de lâ€™Etat.ScannÃ©s en fin dâ€™article, les fameux Â«documents Ã lâ€™appuiÂ» rÃ©vÃ¨lent rien de compromettant. Il sâ€™agit de contrats dâ€™urgence finanÃ§ant lâ€™Ã©vacuation de deux lycÃ©ens dissid au pouvoir et dâ€™un dÃ©fenseur des droits de lâ€™Homme. Il y est expliquÃ© que ces derniers ont empÃªchÃ© un massacre de leur Ã©tablissement, puis rÃ©chappÃ© Ã une tentative dâ€™empoisonnement, avant de demander lâ€™aide du dÃ©fenseu droits de lâ€™Homme, Pacifique Nininahazwe, pour fuir le pays. Et lâ€™Union europÃ©enne aurait financÃ© ce dÃ©part pour l Ã©viter des reprÃ©sailles. Fake news Mais les interprÃ©tations des Burundi Facts vont bon train sur le sujet, et prennent des allures de fake news. Sans Ã©lÃ©ment de preuve, les rÃ©dacteurs de lâ€™article supputent que Â«les Ã©lÃ¨ves ont succombÃ la tentation des montants dâ€™argentÂ (que le militant des droits de l'Homme)Â leur proposait en vue de mener des actions de dÃ©stabilisation.Â» Et que les jeunes gens auraient Ã©tÃ© mis Ã lâ€™abri Ã lâ€™Ã©tranger par lâ€™Union europÃ©enne po sanctionsÂ» provoquÃ©es par leurs grÃ¨ves, poursuit le collectif proche du pouvoir. Pour le gouvernement burundais, il s'agit de Â«faits graves imputables Ã la DÃ©lÃ©gation de lâ€™Union europÃ©enne. (...)Â Par ces documents (les contrats dâ€ NDLR), le gouvernement vient de se rendre compte et de trouver une rÃ©ponse claire aux interrogations quâ€™il se posait sur les raisons des pressions politico-diplomatiques de lâ€™Union europÃ©enne contre le Burundi et ses prises de positions toujours dÃ©favorables aux intÃ©rÃªts du BurundiÂ», tonnaitÂ dans un communiquÃ© le porte-parole du Gouvernement, Philippe Nzobonariba, mardi 6 juin 2017. De son cÃ´tÃ©, sur le site de sa dÃ©lÃ©gation Ã Bujumbura, l'Union europÃ©enne rÃ©cuse Â«les fausses accusations de volontÃ© de dÃ©stabilisation du BurundiÂ», indiquant quâ€™elles Â«se basent sur une interprÃ©tation volontairement erronÃ©e d'un programme de soutien aux dÃ©fenseurs des droits de l'HommeÂ». ContactÃ©e par GÃ©opolis Afrique, la dÃ©lÃ©gation confirme l'authenticitÃ© des contrats publiÃ©s par Burundi facts, mais garantit qu'ilÂ Â« a rien Ã cacher: la politique de l'UE reste de soutenir la dÃ©mocratie et les droits de l'Homme et leurs dÃ©fenseurs et ces contrats sont un moyen de le faire. MaisÂ il est Ã©vident que nous n'avons jamais cherchÃ© Ã dÃ©stabiliser quelque rÃ©gime que ce soitÂ». Bataille mÃ©diatique Â«Le camp Nkurunziza sait utiliser la force, il est notamment constituÃ© dâ€™anciens maquisards. Mais ils sâ€™y connaissent aussi en termes de bataille mÃ©diatique et maÃ®trisent bien les rÃ©seaux sociaux. Burundi Facts est un bon exemple de caisse de rÃ©sonance de M.NkurunzizaÂ», dÃ©crypte pour GÃ©opolis Afrique Christian Thibon, professeur dâ€™histoire contemporaine Ã lâ€™UniversitÃ© de Pau, et spÃ©cialiste du Burundi. Et le chercheur de prÃ dÃ©licat contexte actuel: Â«La situation humanitaire est catastrophique, alors mÃªme quâ€™on est dans la pÃ©riode de lâ€™a qui gÃ©nÃ¨re quelques revenus, avec la rÃ©colte de cafÃ©. On constate des assassinats ciblÃ©s dâ€™opposantsÂ : sous couv stabilitÃ©, il rÃ¨gne une insÃ©curitÃ© lÃ©tale dans le pays.Â» Dans le mÃªme temps, le pouvoir tente aussi de montrer par tous les moyens quâ€™il contrÃ´le la situation. Â«Je nâ€™affirme pas que tout est rose ici, mais Â si on compare aux autres pays, m en Europe, le degrÃ© de violence nâ€™est pas nÃ©cessairement plus Ã©levÃ© au BurundiÂ», insiste de son cÃ´tÃ© lâ€™anci ambassadeur du Burundi en Allemagne, Anatole Bacanamwo. RenÃ©gociation du rapport de force Â«Le gouvernement burundais est plus ou moins assurÃ© dâ€™avoir un soutien rÃ©gional, garantit Christian Thibon, sachant que le Rwanda est en pleine campagne prÃ©sidentielle et que les autres pays ont besoin de lâ€™aval de Bujumbura pour le prochain accord ACP-UE. Le Burundi a besoin de lâ€™aide Ã©conomique de lâ€™Union europÃ©enne, donc ce rapport de force est simplement ame Ãªtre renÃ©gociÃ©.Â» Cela fait dÃ©jÃ deux ans que ce pays de lâ€™Afrique des Grands Lacs est en proie Ã une importante contestation suite Ã la rÃ©Ã©lection pour un troisiÃ¨me mandat â€“ en violation de la Constitution â€“ du prÃ©sident Pierre Nkurunziza, au pouvoir depuis 2005. Tandis que lâ€™opposition, divisÃ©e, a reniÃ© la mission de mÃ©diation des Etats est-africains, la situation semble bloquÃ©e: des deux cÃ´tÃ©s, les tentatives dâ€™assassinats et les attaques Ã la grenade se rÃ©pÃ¨tent, et les violences nâ€™ont plus seulement lieu pour des raisons politiques. TouchÃ© par des sanctions internationales, le Burundi doit faire face depuis quelques semaines Ã une multiplication des cambriolages et vols de nuit dans les rues de la capitale, Bujumbura. Par Noe Michalon

Â

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});